



9 OCTOBRE 2012

***Journée européenne d'actions
pour le développement de
l'industrie, de l'emploi et de son contenu***

**L'industrie et l'emploi au cœur des politiques de croissance
et contre les politiques d'austérité en Europe et en France**

Mardi 9 octobre 2012, l'emploi et les enjeux industriels seront au cœur d'une première mobilisation à l'échelle européenne.

Toutes les politiques d'austérité ont conduit à un recul du Produit Intérieur Brut (PIB) et à une hausse du chômage.

Ces derniers mois, partout en Europe, plusieurs millions de salarié-es, avec leurs organisations syndicales, se sont mobilisés contre les politiques d'austérité, pour l'emploi et les salaires.

Cette initiative a lieu à l'appel de IndustriAll European Trade-Union (Fédération syndicale européenne des travailleurs de l'industrie).

Les 7 Fédérations de la CGT : Métallurgie - Travailleurs de l'Etat - Energie - Livre, Papier et communication - Verre-céramique - Textile-Habillement-Cuir - Chimie, affiliées à IndustriAll European Trade-Union, appellent à l'implication la plus large des salarié-es, des syndiqué-es CGT, de tous les militants par des arrêts de travail et la participation aux manifestations.

En France, 7 manifestations seront organisées le 9 octobre. Cette journée sera une journée interprofessionnelle d'actions liant les enjeux industriels aux préoccupations des salarié-es de tous les secteurs, sur l'emploi et le pouvoir d'achat.

Lorsqu'une usine ferme, cela se répercute sur l'ensemble de la vie économique et sociale d'un territoire. Un emploi industriel perdu, ce sont trois emplois indirects et au moins dix emplois induits.

A titre d'exemple, la fermeture d'une usine comme Aulnay, c'est 2,5 millions d'euros de recettes publiques en moins pour les communes. C'est donc tout un ensemble d'investissements, de services publics, voire d'emplois, qui sont menacés.

Une relance de l'industrie manufacturière des biens de consommation permettrait de rebâtir rapidement des perspectives de croissance. Elle pourrait ainsi procurer plus de 300 000 emplois industriels en quelques années et générer encore 600 000 à 900 000 emplois indirects et induits.

L'industrie a donc un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'activité économique, en particulier sur les services et le commerce.

La santé, l'action sociale, concernées par les luttes pour l'emploi et le développement industriel

Trois exemples de luttes contre les licenciements, pour l'emploi, l'industrie et le développement économique des territoires :

♦ **Médicaments** : **SANOFI** 2^{ième} groupe pharmaceutique au niveau mondial : plusieurs milliers d'emplois supprimés.

♦ **Matériel médical** : **SODIMEDICAL** dans l'Aube, activité transférée en Chine.

♦ **Automobile** : **PSA actionnaire d'ORPEA/CLINEA** : plusieurs milliers d'emplois supprimés. Fermeture de l'usine d'Aulnay, et 1400 emplois supprimés à Rennes.

Cet été, à la faveur du conflit de la maison de retraite "Les 4 saisons" à Terrasson (Dordogne), établissement privé à but lucratif, la CGT a découvert une communauté d'intérêts entre les salariés du groupe PSA et ceux des établissements du groupe ORPEA/CLINEA.

En effet, une société foncière et financière de participation, détenue majoritairement par le Groupe familial Peugeot, est actionnaire à hauteur de 7,20% du leader européen de la prise en charge globale de la dépendance (*maisons de retraite, cliniques de moyens séjours et de psychiatrie*) qui réalise un chiffre d'affaires de 1 234 millions d'euros avec une progression moyenne de 24,4% annuel sur 10 ans. Le filon de la dépendance est un business très rentable qui repose sur une contraction de la masse salariale et des prix de journée élevés qui permettent à ce groupe d'afficher des gains de casino.

En 2012, avec 23 000 salarié-e-s, ORPEA/CLINEA dispose d'un réseau composé de 36 714 lits sur 393 sites répartis sur 5 pays.

L'emploi, clé du financement de la protection sociale et des activités de santé et d'action sociale

L'industrie a vu sa part dans la valeur ajoutée du pays chuter de 16,9% à 12,5 % en dix ans, tout en perdant 775 000 emplois.

Le financement de la protection sociale n'est pas un problème technique, mais relève bien de choix touchant à l'organisation sociale, ainsi qu'à la responsabilité des différents acteurs, au premier rang desquels : L'ENTREPRISE.

La part de la masse salariale dans la richesse produite par les entreprises n'a cessé de décliner depuis quinze ans.

Pendant la même période, le chômage a plus que triplé !

En clair, l'essentiel des coûts liés au sous-emploi a été transféré vers les salariés et la société.

Il convient donc de mettre en place un système de financement de la protection sociale qui soit plus juste et favorise la croissance, l'emploi et les salaires.

Mais à ce niveau, il nous faut prendre en compte le lien emploi-salaire et protection sociale. Ce triptyque suppose **un développement industriel incontournable.**

Dans le même temps, en interdépendance avec l'industrie, les activités du **secteur de la santé** créent de la valeur, participent à la **richesse** (P.I.B.) et à la croissance.

L'ENGAGEMENT DE TOUTE LA C.G.T.

La CGT est engagée dans une campagne visant à refonder le sens, le contenu et l'organisation des politiques publiques et du service public dans la construction du lien social, du développement équilibré des territoires, dans la reconquête des activités et de l'emploi industriels.

Cette campagne s'articule autour des valeurs d'égalité, de solidarité, de laïcité et de justice sociale.

La finalité est la refondation du contrat social au service de l'intérêt général sur les bases :

- ◆ de la solidarité sociale,
- ◆ de l'efficacité économique,
- ◆ d'outil de citoyenneté.

La CGT réaffirme ses dix exigences :

- ▶ revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux ;
- ▶ contrôler les aides publiques aux entreprises ;
- ▶ contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements ;
- ▶ supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires ;
- ▶ stopper les suppressions d'emplois et rétablir la retraite à 60 ans ;
- ▶ développer les politiques publiques et les moyens des services publics ;
- ▶ réformer la fiscalité en profondeur ;
- ▶ créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits ;
- ▶ taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux ;
- ▶ mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.

**en réponse aux besoins
des salariés et des populations**

Avec les fédérations de l'industrie CGT :
FTM, FNME, THC, FNIC, FILPAC, Verre et Céramique et FNTE
adhérentes au syndicat européen IndustriAll

MARDI 9 OCTOBRE 2012

TOUS ENSEMBLE

JOURNEE EUROPEENNE D' ACTIONS

**POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE,
DE L'EMPLOI ET DE SON CONTENU SOCIAL !**

Participons aux manifestations

à Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Rennes, Epinal et Toulouse

Cadre pour le syndicat :

Bulletin de contact et de syndicalisation

Fédération CGT Santé et Action Sociale



JE SOUHAITE : Prendre contact Me syndiquer

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Etablissement : _____

Mail : _____

Téléphone : _____ Portable : _____

A retourner à : Fédération CGT Santé Action Sociale - Case 538 - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex

E-mail : orga@sante.cgt.fr